

68, le mouvement qui a triomphé dans le futur.

Temps, événement et mémoires au Mexique

EUGENIA ALLIER-MONTAÑO

Universidad Nacional Autónoma de México
eallier@gmail.com

Mot-clès

1968
Mouvement étudiant
Mémoire publique
Temps
Événement
Mexique

Keywords

1968
Student movement
Public memory
Time
Event
Mexico

Abstract

Au cours de l'été 1968, le Mexique a connu un important mouvement étudiant qui, ayant pour centre la revendication des libertés civiles et la défense de l'État de droit, s'est terminé tragiquement le 2 octobre avec le massacre opéré par le gouvernement de Gustavo Díaz Ordaz. Cet article se concentre sur le 68 mexicain à partir de trois perspectives interdépendantes : l'événement lui-même, ses souvenirs et la temporalité des récits. La première partie revient sur ce qui s'est passé durant l'été 1968 au Mexique. Dans un second temps, les différentes mémoires qui ont existé entre 1969 et 2018 sont étudiées à partir de leurs contextes d'émergence dans l'espace public. L'objectif de l'article est de faire le point sur le mouvement étudiant et ses mémoires à partir des différents registres temporels, c'est-à-dire par le prisme du temps. Le constat principal est que le présent, le passé et le futur sont en mouvement continu et en apparence ils passent perpétuellement de l'existence à la non-existence. Le mouvement étudiant a été vaincu militairement le 2 octobre à Tlatelolco : cinquante ans plus tard, il a triomphé symboliquement dans le futur.

During the summer of 1968, Mexico experienced a relevant student movement that, having as its center the vindication of civil liberties and the defense of the rule of law, ended tragically on October 2 with the massacre operated by the government of Gustavo Díaz Ordaz. This article focuses on the Mexican 68 from three interrelated perspectives: the event itself, its memories and the temporality of the narratives. The first part reviews what happened in the summer of 1968 in Mexico. In a second moment, the different memories existing between 1969 and 2018 are studied from their emergency contexts in the public space. The objective of the article is to review the student movement and its memories from the different temporal registers, that is, through the prism of time. The main finding is that the present, the past and the future are in continuous movement and, apparently, they pass perpetually from existence to non-existence. The student movement was militarily defeated on October 2 in Tlatelolco: fifty years later it triumphed symbolically in the future.

1. Introduction

Fin juillet 1968, une échauffourée qui voyait s'affronter des élèves d'écoles rivales dans le centre de la ville de Mexico a donné lieu à l'intervention des forces de l'ordre. La répression des jeunes a été si forte que, très vite, ces derniers se sont organisés pour manifester contre la violence du gouvernement. C'est ainsi que l'un des mouvements sociaux et politiques les plus importants du Mexique de la seconde moitié du XXe siècle est né.

Face au risque d'annulation des Jeux Olympiques, le gouvernement de Gustavo Díaz Ordaz a choisi de répondre par une répression croissante. Les mobilisations et la violence d'État se sont opposées pendant trois mois, jusqu'au 2 octobre. Ce jour-là, le mouvement étudiant a été fauché manu militari par le gouvernement en un massacre qui a coupé court à toutes leurs aspirations.

Le 2 novembre 1968, une commémoration était d'ores et déjà organisée sur la place des Trois Cultures en souvenir des morts de Tlatelolco. Dès lors, les mémoires entourant ce mouvement n'ont cessé de croître et sont devenues extrêmement puissantes et visibles dans l'espace public national. Deux formes mémorielles ont joué un rôle essentiel : une *mémoire de dénonciation* face à la répression du gouvernement et une *mémoire d'éloge*, qui considère que cet événement a été l'un des éléments déclencheurs de la lutte pour la démocratie dans le pays.

Si le passé se confond avec la dimension des souvenirs de la mémoire, et le présent avec les perceptions du présent, alors le futur se mêle aux mécanismes de l'attente et de l'anticipation (Salazar Ferrer 1996). En 1968, le mouvement a été vécu au présent et au futur : le slogan "Nous voulons tout, tout de suite" a dominé les formes temporelles des étudiants et du gouvernement. De nos jours, il s'agit d'un passé que nous pouvons connaître et dont nous pouvons nous souvenir. Les mémoires des décennies suivant l'événement ont cependant choisi de centrer leur point de vue sur les présents politiques se succédant, à partir desquels la mémoire était produite. Dès 1998, mais surtout en 2018, le passé de la défaite a cédé la place à un futur où le triomphe est symbolique.

Notre intention, dans cet article, est de passer en revue le mouvement étudiant de 1968 au Mexique en nous intéressant aux différents registres temporels

qui ont vu ce mouvement se dérouler, mais également ceux qui ont produit de la mémoire, c'est-à-dire l'événement et ses mémoires, par le prisme du temps. Le présent, le passé et le futur sont en mouvement continu et en apparence ils passent perpétuellement de l'existence à la non-existence. Cela est évident à travers un événement historique tel que le 68 mexicain : à l'origine c'était un présent vécu, au fil des années il est devenu un passé susceptible d'être connu, à travers ses souvenirs successifs il a été apporté et lu à partir de nouveaux présents politiques.

En 1968, le mouvement étudiant se vivait dans le temps présent : celui de l'expérience vécue mais, aussi, à partir des coordonnées du présentisme car, comme le soulignait le slogan "Nous voulons tout, tout de suite", les étudiants voulaient du changement dans le présent. Cependant, le mouvement a été vaincu militairement le 2 octobre sur la Plaza de Tlatelolco. Si aujourd'hui est un passé présent que l'on peut étudier et connaître, au cours des cinquante dernières années, les présents successifs ont conduit à différentes lectures de 68, liées à différentes situations politiques. Dans ce texte, les différentes mémoires et leurs contextes d'émergence sont analysés, jusqu'au moment où 68 triompha symboliquement quand il fut reconnu par les différents partis politiques et secteurs de la société comme le mouvement qui a commencé la lutte pour la démocratie dans le pays, comme l'un des événements les plus marquants de la seconde moitié du XXe siècle.

Avec cet objectif en tête, ce texte est composé de quatre parties et de conclusions. Tout d'abord, une brève partie consacrée à l'historiographie de ce mouvement, en adoptant une perspective générale. Deuxièmement, une brève description du mouvement étudiant présent au Mexique en 1968, en tant que passé vécu et connu. Troisièmement, le présent des mémoires publiques qui se sont développées de 1969 à nos jours à travers les commémorations de 1978, 1988, 1998 et 2008. Et quatrièmement, le futur de 68 : la relecture du triomphe symbolique du mouvement en 2018. Nous tenterons enfin de livrer des conclusions. Le Mexique sera au centre de l'analyse, mais dans la mesure du possible je comparerai le cas avec la France, centrale dans les mémoires internationales de 1968 et dans l'historiographie de l'événement et de ses mémoires.

2. Perspectives historiographiques d'un moment global

Ces dernières années, il y a eu deux grandes tendances historiographiques au niveau mondial concernant les mouvements étudiants de 1968. D'une part, une perspective globale qui cherche à cesser d'étudier les cas nationaux de manière isolée, pour atteindre une perspective plus transnationale. (Marwick 1998 ; Klimke, Scharloth 2008). De l'autre, une historiographie qui cesse de se focaliser sur l'événement de quelques mois, pour passer à l'étude d'une période : les ainsi appelées "années 68", qui dans chaque pays et région ont une périodisation différente, qui commence normalement à la fin des années 1950 et se termine dans le courant des années 1970. (Artières, Zancarini-Fournel 2008 ; Dreyfus-Armand, Frank, Lévy, Zancarini-Fournel 2000)

Au Mexique, ces perspectives n'ont pas été aussi développées. Le livre de Jaime Pensado (2013) est l'un des rares : il traite des mouvements étudiants des années 1950 et jusqu'en 1973. En tout cas, dans ce pays il y a aussi un renouveau historiographique depuis le début du XXI^e siècle, clairement dominé par les historiens. Ces nouvelles tendances englobent l'histoire politique, l'histoire culturelle, l'histoire des femmes, l'histoire des identités, l'histoire de la mémoire.

Un premier pari était lié à la participation des femmes au mouvement étudiant, remettant en cause la vision centrée sur les hommes de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), membres du Conseil national de grève (CNH), qui a dominé pendant des années à la fois les débats publics et les récits sur le mouvement. Il y a les œuvres de Lessie Jo Frazier et Deborah Cohen (1993).

Un deuxième courant concerne l'histoire culturelle : Alberto del Castillo (2012) analyse la ligne éditoriale photographique des journaux ; Eric Zolov passe en revue les aspects contre-culturels du mouvement étudiant (1999).

Une autre ligne est liée au mouvement et aux Jeux Olympiques : Ariel Rodríguez Kuri (2020) retrace le lien du mouvement avec les Jeux Olympiques (2019), tandis que Kevin Witherspoon (2008) a édité un livre sur ce point culminant mexicain de 68.

Une autre tendance relie les étudiants à des espaces de politisation, de sociabilité et à leurs par-

cours de vie ultérieurs : Sergio Arturo Sánchez Parra (2012) montre que ces liens ont même conduit à des mouvements armés ; Louise Walker (2014) a suivi les classes moyennes après les répressions du 2 octobre 1968 et du 10 juin 1971 ; Sara Musotti (2015) a abordé 68 du point de vue de la Guerre Froide et du service extérieur du Mexique.

Les mémoires sur 68 sont un sous-domaine de la spécialité : Juan Rojo (2016) se concentre sur les mémoires culturelles de 68, en particulier les films, les affiches, les témoignages et le Mémorial de 68 ; Susana Drapper (2018) aborde les mémoires culturelles du genre et de la littérature ; Eugenia Allier-Montaña (2021) procède à une historicisation des transformations des souvenirs et de l'oubli de 68 dans l'espace public au cours des cinquante dernières années.

3. Le temps vécu : l'événement 1968 au Mexique, un passé présent

Le 22 juillet 1968, des étudiants appartenant à des écoles rivales du centre de Mexico se sont affrontés, donnant lieu à une intervention des forces de l'ordre. À la suite de cette intervention, les étudiants ont décidé de manifester en signe de protestation. Une fois encore, la réponse des forces de l'ordre a été de réprimer les étudiants : de l'après-midi du 26 juillet à l'aube du 30, le centre de la ville a été le théâtre de multiples affrontements entre étudiants et forces de l'ordre. (Lempérière 2008 ; Rodríguez Kuri 2019). C'est l'affrontement entre étudiants que la police disperse violemment que la plupart des historiens choisissent pour situer la naissance du mouvement étudiant (Ramírez 1969). Certains auteurs vont jusqu'à suggérer que le conflit est né de la répression du gouvernement (Álvarez Garín 1998 ; Lempérière 2008).

Les jours suivant cet incident, un mouvement sans précédent secoue le pays, avec le soutien important du recteur de l'UNAM, Javier Barros Sierra, qui, en appelant à manifester le 1^{er} août, donne de la légitimité au mouvement. Le 7 août, le CNH (Conseil national pour la grève, CNH pour son sigle en espagnol) est constitué, comprenant la participation de représentants issus de tous les organismes d'enseignement supérieur (publics et privés) présents dans le mouvement. Pendant plus de deux mois, les étudiants ont parcouru la ville, obtenant le soutien de

différents secteurs de la société (les femmes au foyer, les ouvriers, les associations de voisins, les jeunes professionnels) et ils ont fait face, en employant des méthodes ingénieuses (des brigades, des meetings éclair, la distribution de feuillets), à la campagne intense du gouvernement (toujours soutenu par le patronat, les médias, la droite anti-communiste et le haut clergé) contre les étudiants, dans un contexte de Guerre Froide (Rodríguez Kuri 2019; Ramírez 1969; Del Castillo 2012). À l'instar de Charles de Gaulle en France (Pavard 2018), au Mexique, le gouvernement de Gustavo Díaz Ordaz a accusé la subversion communiste de piloter le mouvement de l'étranger.

Les demandes des étudiants ont abouti à six points exprimés dans les exigences du CNH : la libération des prisonniers politiques, la destitution des militaires tenus pour responsables de la répression, la dissolution du *Cuerpo de Granaderos*, l'abrogation du "Délit de Dissolution Sociale", l'indemnisation des familles des morts et des blessés, mais également de punir les responsables de la répression (Ramírez 1969). Cependant, le point le plus important pour les étudiants était d'exiger que les négociations avec le gouvernement aient lieu dans le cadre d'un "dialogue public".

Même si le mouvement s'est poursuivi jusqu'au 6 décembre 1968, date à laquelle le CNH a été dissout, son essor a eu lieu entre août et septembre. C'est à cette époque que le mouvement a affiché sa puissance lors d'imposantes manifestations qui ont sillonné la ville de Mexico (Pensado 2013). Le 18 septembre, la cité universitaire de l'UNAM a été occupée, le 24, l'armée prend Zacatenco et Santo Tomás, deux installations appartenant à l'IPN (l'Institut Polytechnique National), que les étudiants ont défendu avec aplomb.

Le 2 octobre, une réunion a été organisée entre une commission nommée par le président Díaz Ordaz, composée des fonctionnaires Andrés Caso et Jorge de la Vega Domínguez et les étudiants, représentés par Gilberto Guevara Niebla, Luis González de Alba et Anselmo Muñoz. Chacun a pu exprimer son point de vue et la décision a été prise de poursuivre la réunion le lendemain.

Les faits qui se sont déroulés lors du rassemblement du 2 octobre à Tlatelolco font toujours l'objet de recherches, les connaissances sur le sujet étant liées à la découverte progressive de sources (docu-

mentaires, visuelles et orales),¹ d'une part grâce à la relativement récent levée du secret concernant le dossier de la part du gouvernement, d'autre part, grâce aux témoignages qui ont été recueillis et aux informations qui ont filtré entourant ceux qui ont participé à l'organisation de la répression militaire. Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui possible d'affirmer que le gouvernement a mis en œuvre la répression dans le cadre de l'opération Galeana (Montemayor 2000).

Le rassemblement a commencé à 17h30. Au troisième étage du bâtiment Chihuahua, une tribune avait été installée pour que les membres du puissent s'adresser aux personnes présentes. À 18h10, trois groupements de l'armée comprenant plus de dix mille soldats se sont déployés à Tlatelolco, entourant la place. Simultanément, des membres du bataillon Olimpia ont cerné le bâtiment Chihuahua avec pour mission la détention des dirigeants du CNH (Aguayo 1998).

Parallèlement à cela, des coups de feu ont retenti et se sont poursuivis sans quasiment aucune interruption pendant près de deux heures. Ce sont des tireurs d'élite de l'état-major de la Présidence embusqués dans les toits des bâtiments autour de la place qui ont tiré les premiers, suivis par des autres postés à l'avance par l'état-major de la Présidence dans les appartements de la zone résidentielle de Tlatelolco (Montemayor 2000 ; Carey 2005).

Il existe plusieurs chroniques et des récits historiques sur le 2 octobre (Álvarez Garín 1998 ; Aguayo 1998 ; Montemayor 2000). Cependant, il semble impossible de déterminer des chiffres qui puissent être considérés comme "définitifs" concernant le nombre de morts, de blessés et de détenus. Peut-être, en faisant référence à Marc Bloch (1997), est-il probable *que nous ne sachions vraiment jamais*, car il est possible que les sources qui nous le permettraient n'existent tout simplement pas.

Dans la mémoire collective, c'est la centaine de morts qui semble prévaloir, peut-être 500. Il est possible que ces chiffres viennent de John Rodda, correspondant du journal *The Guardian*, qui, en 1968, annonçait 325 morts, même si quatre ans plus tard, il ramenait ce chiffre à 267 morts et 1200 blessés (Aguayo 1998). Cependant, le chiffre réel semble plutôt être de l'ordre de dizaines de morts. La Commission pour la vérité qui a travaillé de manière autonome en 1993 a analysé 70 cas, dont elle n'a pu corroborer

que 38 décès (Allier Montaño 2021). Les recherches historiques les plus récentes, effectuées à l'appui de plusieurs archives, s'accordent à considérer que le nombre de décès se situe entre 38 et 40 (Rodríguez Kuri 2019 ; Carpenter 2018 ; Carey 2005). Il est toutefois difficile de clarifier et de considérer comme définitifs des chiffres qui, en grande mesure, ont fait que 68, et en particulier le 2 octobre, soit associé à la répression, à l'opacité du passé et à l'impunité, dont la mémoire du processus est écrite à l'encre "de la répression et du sang".

Dix jours après le 2 octobre, le président Díaz Ordaz a inauguré les XIXe Jeux Olympiques. Il est probable que sans les Jeux Olympiques, la mobilisation aurait été moindre dans le pays, et il est possible que le massacre de Tlatelolco n'aurait pas eu lieu (Rodríguez Kuri 2019 ; Witherspoon 2008). La "Charte Olympique" était claire sur ce point, aucune manifestation politique ne pouvait avoir lieu une semaine avant ou après les Jeux Olympiques (International Olympic Committee 1967 : 113-114) : le massacre de Tlatelolco aidant, les activités politiques du mouvement ont été interrompues 10 jours avant. Le gouvernement de México avait besoin d'une action éclair qui puisse couper net à la mobilisation des jeunes, il comptait pour cela sur le soutien total du Comité International Olympique.

La violence d'État a continué après le 2 octobre. Depuis le début du mouvement, et au moins jusqu'en février 1969, le gouvernement a poursuivi et détenu des militants politiques et sociaux associés à la mobilisation. Environ deux cents hommes et quatre femmes ont ainsi été détenus et condamnés à de longues peines de prison. Dès janvier 1971, avec la prise de pouvoir de Luis Echeverría à la présidence, les étudiants ont été libérés au compte-goutte. Cependant, pour un groupe de 16 étudiants et professeurs, la seule issue possible à la prison aura été l'exil politique : leur libération n'eut lieu qu'à condition qu'ils quittent le territoire national (Allier Montaño 2021).

Le mouvement étudiant est un événement qui a été vécu au présent, comme tout autre événement historique. En outre, il a entretenu un lien important avec le présent parce que ses exigences concernaient l'actualité, pas le futur. D'ailleurs, pour de nombreux auteurs, 1968 a permis, pour une part importante, que le présent historique fasse irruption dans nos sociétés (Hartog 2003). Dans un certain sens,

les mouvements étudiants de 68 représentent l'irruption définitive du présent chez ceux qui l'ont vécu aux premières loges. Il suffit pour cela de se rappeler l'un des slogans scandés en Mai 68 à Paris : "Nous voulons tout, tout de suite" (Pavard 2018). Puisque la plupart de ces mouvements avaient pour ambition de transformer leur propre présent (autoritaire ou capitaliste-consumériste, selon les cas), son déploiement impliquait de mettre à la vue de tous l'expérience vécue de manière immédiate, c'est-à-dire, l'actualité la plus brûlante.

Dû à cela, et dû aux transformations politiques et culturelles que les années soixante ont vu éclore, le présent a commencé à se faire une place dans l'historiographie. Ainsi, l'année 1968 a légitimé l'actualité de manière définitive au sein de l'activité historiographique (Dosse 1989), au moins dans certains pays européens, comme la France (Callu 2010).

En 1968, le mouvement étudiant appartient au présent, premièrement, par le vécu, et deuxièmement par les expectatives de changement immédiat. 1968 a été vécu au présent, le temps de l'expérience, mais, en plus, c'est un temps qui a été vécu sous un angle présentiste. Ce qui comptait n'était pas ce qui arriverait dans le futur, ce qui comptait c'était comment pouvoir transformer la vie sociale, politique et culturelle dès maintenant, aujourd'hui même, au présent. Aujourd'hui, cependant, il s'agit d'un passé présent que l'on peut connaître en s'attachant à son histoire et aux différentes sources disponibles.

Les étudiants demandaient des transformations politiques à un régime autoritaire et intransigeant qui n'était pas disposé à négocier et à entamer un dialogue avec ses opposants politiques. Une énorme mobilisation politique et sociale a été stoppée net en faisant un usage disproportionné de la violence d'État sous ses diverses formes : les massacres, l'emprisonnement et l'exil politique. Ce passé déterminerait, autant que le détermine le présent, les souvenirs de l'avenir.

4. Le temps du souvenir. Présents-passés dans les mémoires radiographiées, 1978-2008

Dans l'histoire de la mémoire, 1968 a été qualifié de signe clair du début de l'essor de la commémoration en France, dans le cadre de l'"ère des commémora-

tions" (Nora 1998). Les événements de Mai 68 avaient été un "moment mémoire", pas seulement la cristallisation d'une époque présentiste par le biais de slogans tels que "Nous voulons tout, tout de suite" (Hartog 2003), mais parce que les étudiants étaient conscients du fait qu'ils étaient en train de vivre un moment extraordinaire de l'Histoire, que beaucoup qualifieraient justement d'"historique", et c'est pour cela qu'un âge d'or de la conservation de la mémoire a vu le jour. Cette conscience historique a poussé les étudiants à "tenir des archives", à laisser des empreintes et des traces pour le futur, pour les historiens de demain. Lorsque les feuillets sortaient de l'imprimerie, certains s'empressaient de les conserver, à l'instar des cinéastes qui enregistraient les images qui donnerait de la matière à l'Histoire, demain : Mai 68 est devenu un "monument de papier et d'images" (Rioux 1989 ; Artières, Zancarini-Fournel 2008 ; Ross 2008). Quelque chose de semblable s'est produit au Mexique concernant les archives et les images (Álvarez Garín 1998).

La France et le Mexique partagent aussi l'importance mémorielle qui a été conférée à l'événement ces cinq dernières décennies, avec des différences, certes. Quoi qu'il en soit, il est important de garder en mémoire que les dates et les anniversaires sont des conjonctures au sein desquelles les mémoires d'une nation sont produites et activées ; il s'agit des occasions publiques où les acteurs sociaux et politiques peuvent mobiliser les différents sens qui sont donnés au passé, y compris les messages politiques, très souvent à la recherche d'hégémonie dans la lecture du passé, dont l'objectif est presque toujours le présent (Hartog, Revel 2001). C'est pour cela que les commémorations nous renseignent autant sur le passé que sur le présent d'une communauté. Le bon et le mauvais, ce qui a été perçu comme agréable ou désagréable est rappelé à la mémoire. Quoique, tout semble indiquer que les mémoires de l'horreur se sont approprié l'espace public (Candau 1998) et, par conséquent, les commémorations de passés violents inondent l'arène publique en quête de reconnaissance.

Les mémoires, les commémorations sont liées à la temporalité. Et cela est dû au fait que le temps a une fonction sociale qui marque le rythme des échanges, du travail, des cérémonies et des célébrations historiques. Cette fonction consiste à établir une unité

sociale. En conséquence, le rythme des fêtes est très important pour comprendre que l'organisation sociale du temps a pour fonction de rassembler, d'unir la société, mais également de renforcer son identité au travers de célébrations et de commémorations (Salazar Ferrer 1996).

Il faut cependant prendre en compte que les commémorations dans une société ne sont pas toutes légitimes et hégémoniques. Parfois, certaines fêtes 'traumatiques' ou 'gênantes' sont remémorées par certains secteurs de la société pour discuter une période ou une zone de l'histoire nationale qui ne semble pas avoir été acceptée et institutionnalisée, il s'agit parfois de mémoires gênantes pour une société. En lieu et place du partage, ce sont les différences, les luttes pour la mémoire et les identités fracturées qui sont pointées du doigt. La plupart de ces commémorations sont liées aux passés violents récents. En Amérique latine, nombre de ces rappels ont un lien avec la violence d'État, bien établie entre les années 1960 et 1980. Il s'agit de commémorations qui donnent lieu à des disputes et des luttes s'inscrivant dans le cadre de la mémoire (Allier Montaño, Crenzel 2015). Cependant, dans certains cas, ces commémorations ont réussi à façonner une histoire 'victorieuse' qui les a ainsi fait passer du statut de marginales à celui d'officielles. C'est le cas du 2 octobre au Mexique. Ce à quoi nous nous intéresserons désormais à travers les commémorations décennales de 1978, 1988, 1998 et 2008.

Même si la mémoire et l'histoire ne peuvent se soustraire au temps, nous ne pouvons faire d'histoire de la mémoire qu'en faisant appel aux présents successifs qu'elle a connu. La première grande commémoration de 1968 a eu lieu en 1978. En France, l'événement a été véhiculé par la diffusion de séries télévisées et radiophoniques, la tenue d'expositions, de débats et la publication, s'attachant à se remémorer les faits, mais sans savoir quelle valeur sociale il fallait accorder à cet exercice de retour, c'est pour cela que les évocations ont été partagées entre "une vision spectaculaire des événements et l'équilibre volontariste et mélancolique" (Rioux 1989). De même, la critique dirigée à Mai 68 a également été visibilisée, parmi les luttes de la gauche, dont les acteurs présentaient une vision spectaculaire de l'événement, en le sacralisant et en le mythifiant (Rioux 1989 ; Artières, Zancarini-Fournel 2008).

Parallèlement à cela, les mémoires et autobiographies à la mode des dirigeants du mouvement étudiant s'installent au-devant de la scène, au détriment de la mémoire ouvrière de Mai 68 qui entre dans une longue période de silence (Artières, Zancarini-Fournel 2008). Contrairement au cas du Mexique, la mémoire des événements est devenue bien plus culturelle que politique. Cependant, dans ces deux pays, un discours très semblable a commencé à s'imposer dans les médias : celui d'un groupe réduit d'acteurs qui dirigeait le mouvement étudiant. C'est ainsi qu'une mémoire commune se formait dans les deux pays : une mémoire médiatique, construite autour du témoignage d'individus, en général toujours les mêmes. Au Mexique comme en France (Artières, Zancarini-Fournel 2008) il est alors possible de souligner la construction narrative de la mémoire par les dirigeants 'autorisés' à prendre la parole.

Avec les commémorations de 1978 au Mexique, une apogée de la mémoire de 68 s'installe. Le 2 octobre, une manifestation spectaculaire a lieu, dont le président José López Portillo lui-même a parlé dans ses mémoires (López Portillo 1988 : 768), ainsi que certaines références dans les médias, des numéros de magazines consacrés aux commémorations, et la publication d'un nombre considérable de livres.

Le dixième anniversaire a été touché par la conjoncture politique des années 1970 : face à la naissance du mouvement urbain armé dans divers états du pays, les gouvernements de Luis Echeverría et José López Portillo ont mis en place une politique de lutte contre l'insurrection qui a débouché sur des centaines de disparitions forcées et d'assassinats, ainsi que l'emprisonnement politique de centaines d'autres (Vicente Ovalle 2019).

C'est pour cela qu'au-delà du besoin de se souvenir de la violence d'État vécue en 1968, pour les organisateurs et les participants aux manifestations, c'était la conjoncture politique qui déterminait les exigences face au gouvernement : une loi d'amnistie générale pour la libération de tous les prisonniers politiques, la présentation des personnes disparues pour des raisons politiques, la résolution de divers conflits syndicaux et universitaires, le respect des minorités culturelles, comme les organisations de défense des droits des homosexuels. C'est ainsi que se met en route une sorte de mémoire exemplaire, dans le sens revendiqué par Todorov (2000) : une

mémoire qui n'est pas centrée sur elle-même ni sur le passé dont on se souvient, mais qui sert de prisme pour regarder le présent politique, social et économique du pays.

Il s'agit ici d'un point essentiel des mémoires de 1968 qui se sont traduites par l'organisation de marches du 2 octobre, qui ont débuté en 1977 et qui perdurent aujourd'hui : leur lien avec le présent politique, un souvenir exercé en tant que mémoire exemplaire. Il est alors possible de voir la différence avec les processus mémoriels qui ont eu lieu dans d'autres pays de la région et qui se concentrent davantage sur le passé que sur le présent (Allier Montaño, Crenzel 2015).

En 1978, c'était surtout par la gauche politique, comme en France, qu'était abordé le souvenir des événements de 68. C'est pourquoi ces événements ont été associés à la lutte pour la démocratie (en pleine "Réforme Politique" proposée par López Portillo) et à la violence d'État, qui avait toujours cours contre les opposants politiques. C'est une *mémoire d'éloge* du mouvement étudiant qui était véhiculé, car celui-ci était considéré comme un précédent essentiel dans la lutte pour la démocratisation du pays.

D'autre part, la *mémoire du complot*, liée à la théorie de Díaz Ordaz selon laquelle c'est un complot communiste qui pilotait le mouvement de l'étranger, sera laissé de côté, du moins publiquement : c'est en 1977 que l'on entend cet argument pour la dernière fois, lorsque Díaz Ordaz a été nommé ambassadeur du Mexique en Espagne. Dans une conférence qu'il adresse aux médias, l'ancien président a déclaré : "Mais ce dont je suis le plus fier de ces six années, c'est l'année 1968, car elle m'a permis de servir et de sauver le pays – qu'on le veuille ou non – en investissant un peu plus que des heures de travail administratives, en donnant tout : la vie, l'intégrité physique, les heures de travail, les dangers, la vie de ma famille, mon honneur et le passage de mon nom dans l'Histoire" (Proceso, 16 avril 1977 : 7). Il s'agissait de sauver le pays de la conspiration communiste. L'ambassadeur ne resta pas longtemps en place en Espagne, son départ de la politique signa la fin de la *mémoire du complot* dans l'espace public.

Dix ans plus tard, les nouvelles conditions politiques conduisaient à une nouvelle lecture de 68. C'est un moment important pour le Mexique, car en juillet 1988, une élection présidentielle très disputée

a lieu. Pour de nombreux spécialistes et acteurs politiques, il s'agit d'un moment particulier dans la lutte pour la démocratie dans le pays (García Calderón 2006). Et c'est cette analyse qui amène à la récupération de 68 comme date-clé donnant origine à cette lutte, car de nombreux auteurs ont considéré que c'est ce mouvement, né en 1968, qui a donné le départ du combat pour la démocratie politique dans le pays (Loaeza 1993).

Cette année-là, les élections présidentielles ont marqué un tournant dans l'histoire récente du Mexique. Pour la première fois, la concurrence était rude : Carlos Salinas de Gortari était le candidat du parti au pouvoir Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ; Cuauhtémoc Cárdenas, fils de l'ancien président Lázaro Cárdenas, et rassembleur d'une scission du PRI avec des courants de gauche, pour le Front national démocratique (FDN) ; Manuel Clouthier, homme d'affaires, pour le parti de droite action nationale (PAN) ; Rosario Ibarra de Piedra, militante des droits de l'homme à la recherche de son fils disparu, pour le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). Cárdenas et Clouthier ont réussi à attirer le soutien de larges secteurs de la société et se sont joints à l'engagement en faveur de la démocratie politique dans le pays. Ces élections ont montré les limites des lois et des institutions qui réglementaient les processus électoraux, et aussi le contrôle autoritaire exercé par l'appareil d'État dans le domaine politique. Avec la victoire de Salinas de Gortari, les accusations de fraude électorale et les appels à de larges mobilisations des candidats de l'opposition se sont multipliés (García Calderón 2006).

Dans ce contexte, la commémoration du vingtième anniversaire de 68 a donné lieu à de longs débats sur la démocratie politique dans le pays. Lors des débats qui ont eu lieu dans la Chambre des députés, il a été dit que 68 et 88 avaient toutes deux été des années de lutte pour la démocratie, mais également que le mouvement de 1968 avait permis l'apparition du mouvement contre la "fraude électorale" de 1988 : 68 avait permis de semer ce que 88 récoltait. Les journaux étaient le reflet des tensions politiques et des lectures présentistes du passé. Pour résumer, 1988 a permis que la mémoire d'éloge se consolide dans l'espace public, et que le mouvement protestataire étudiant s'actualise à travers les demandes contemporaines de la société : démocra-

tie et transformation politique. Il est intéressant de souligner qu'en 1988, contrairement à 78, c'est autant la gauche que la droite qui a mobilisé la mémoire de 68 pour l'utiliser comme levier dans la lutte pour la démocratie. Le consensus politique entourant 68 s'élargissait, même si le PRI ne faisait pas partie de ce consensus puis qu'il refusait le postulat selon lequel le pays n'était pas en démocratie, c'est pourquoi il ne pouvait cautionner une lecture de 68 associée à la lutte pour la démocratie.

La commémoration du trentième anniversaire a prolongé les formes mémorielles au travers de débats, de fêtes, de publications et de représentations artistiques. Deux temps forts ont émaillé ces événements. Tout d'abord, en septembre 1998, lorsque le journal *El Universal* a publié des photographies où un très jeune homme était agressé par les grenadiers : le président Ernesto Zedillo, qui était alors au pouvoir (1994-2000, PRI). Cette révélation de la presse a permis à Zedillo de récupérer à son avantage les événements de 68, en prenant part à la mémoire de la dénonciation, rejetant la culpabilité et la responsabilité de la violence sur la classe politique qui l'avait précédé : à cette époque il était jeune étudiant et avait été agressé par la police. Il s'agissait de la première fois qu'un président faisait écho à 68 et affirmait avoir participé au mouvement. C'est ainsi que le PRI a pu prendre part aux débats sur la violence et la démocratie concernant le mouvement étudiant.

Le deuxième temps fort a eu lieu lorsque l'EZLN (l'Armée zapatiste de libération nationale) a participé à la commémoration du 2 octobre, et que le sous-commandant Marcos a dirigé l'un de ses célèbres communiqués à la "Digne génération de 1968".

Frères et sœurs : Je vous écris au nom [...] de l'EZLN] pour vous saluer en cette date de commémoration des 30 ans de la tuerie de Tlatelolco, mais également les 30 ans d'un mouvement qui a lutté pour la démocratie, la liberté et la justice pour tous les mexicains. 68 ce n'est pas seulement le 2 octobre et la douloureuse place des Trois Cultures (EZLN, 1998).

La déclaration était parlante à plusieurs niveaux. Tout d'abord parce que l'importance de 68 n'était pas réduite aux événements du 2 octobre. D'autre part, parce qu'une reconnaissance de la génération de 68 était recherchée, celle-là même qui dès lors n'avait

eu de cesse de lutter pour la transformation politique, sociale et culturelle du pays. Enfin, parce que c'était la preuve que la *mémoire d'éloge* imprégnait en grande partie la gauche nationale, y compris certains des secteurs des mouvements armés.

En 1998, l'importance de 68, la justesse des revendications du 2 octobre, l'usage excessif de la force pour soumettre les étudiants et la place dans le processus de démocratisation du pays ont été acceptées. Cependant, même si une place importante lui était accordée dans l'histoire récente du Mexique, la justice n'était pas faite et les faits survenus le 2 octobre 1968 n'étaient pas élucidés. Bien que depuis 1993, les réclamations entourant une réponse pénale s'étaient intensifiées, la volonté du gouvernement ne se prononçait pas en ce sens.

Alors qu'au Mexique la commémoration de 1998 inscrivait le poids de l'événement dans la mémoire et l'imaginaire de divers secteurs de la société, en France, la situation était différente. Les commémorations entourant le trentième anniversaire des événements n'ont pas été à la hauteur des deux précédentes, même si elle en a été la prolongation, puisque la lecture, les points de vue et la répartition des rôles étaient les mêmes (Rioux 2008). Pour Kristin Ross (2008), dès 1995, une série de questions (telles que l'opposition à la mondialisation), opèrent une transformation de la mémoire collective concernant 68, donnant lieu à une réhabilitation de la dimension politique de l'événement. Cependant, selon Bénédicte Vergez-Chaignon (2008), le trentième anniversaire a été accompagné d'un changement dans la manière d'aborder les événements de 1968, mais surtout ses conséquences (incluant une nouvelle historiographie). La critique faite à Mai 68 a commencé à s'orienter vers ces conséquences : trahison et conflits entre générations, spoliation des vieux par les jeunes. D'autres critiques se banalisaient également : féminisme, libération sexuelle, tout changement culturel ayant eu lieu dans les années 70 était considéré comme une conséquence négative de 68. En 2001, certains iront même jusqu'à affirmer que 68 avait été le laboratoire de la pédophilie (Vergez-Chaignon 2008).

Pour certains auteurs, Mai 68 est le point névralgique de la distinction entre la gauche et la droite (Vergez-Chaignon 2008). Ce n'est pas le cas au Mexique, où la gauche et la droite semble désormais

se rejoindre unanimement depuis 1998 : pour tous les secteurs politiques, 1968 était considéré comme le début de la lutte pour la démocratie. Et la preuve en serait donnée en 2000, lorsque les élections présidentielles ont permis la victoire de l'homme d'affaires Vicente Fox (PAN) (premier président issu d'un parti différent du PRI depuis 70 ans), qui assurait être parvenu à la présidence grâce à une transition démocratique dont les origines remontaient à 1968. Les différences entre les récupérations politiques du passé au Mexique et en France nous montrent que, bien que le passé tienne une place importante et détermine bon nombre de choses, il est nécessaire de reconnaître la relevance qu'occupent les circonstances sociales, économiques, politiques et culturelles du présent où l'on se situe. Qui, quand, où l'on se rappelle détermine les formes que prend la mémoire (Ricœur 2000).

Dans beaucoup de pays, 2008 a été l'année où la mémoire de 68 a atteint son apogée (Waters 2008), faisant de ses événements la pierre angulaire des mémoires du mouvement étudiant. La consommation s'est emparée de ces commémorations en offrant des produits labélisés ou influencés par 1968, qu'il s'agisse de haute-couture ou de voitures (Waters 2008). En France, le magasin Fauchon a mis sur le marché une marque de thé "Mai 68" pour célébrer la "rébellion des étudiants", suggérant qu'il s'agissait d'un "Thé au goût de révolution" (*Excelsior*, 29 avril 2008, 6).

La conjoncture présente en 2008 au Mexique offrait un point de vue intéressant sur le mouvement étudiant de 1968. Comme pour chaque décennie, la société a assisté à une augmentation des célébrations en termes du nombre d'acteurs, d'espaces et d'activités mobilisés. Cette année, aucun acteur politique, social ou culturel n'a semblé vouloir s'extraire de ces célébrations : même les magazines "réservés aux hommes" ont publié quelque chose sur la mobilisation étudiante. Le magazine Max a ainsi consacré deux pages à 68 dans son édition d'octobre.

Même si la principale caractéristique des commémorations mexicaines de 2008 était la tension entre histoire et mémoire, même si l'on n'a pas assisté en 2008 à la faillite de l'histoire face à la mémoire, c'est bien la première fois que les commémorations par décennie ont offert une présence équilibrée entre historiens et spécialistes et acteurs et personnalités de premier plan de l'époque. À titre d'exemple, dans les

conférences qui se sont tenues dans le musée "Memorial del 68" créée par l'UNAM, 11 ont été données par des témoins présentes lors des faits, 14 par des universitaires et 4 par des intellectuels (sur l'ensemble, seules trois femmes). Et cette proportion est représentative de l'ensemble des conférences, colloques, tables rondes et séminaires organisés dans les universités, et autres lieux d'éducation : la présence des témoins lors des faits en 68 était certes importante, mais la présence d'historiens et de représentants des sciences sociales prenait une part de plus en plus fondamentale.

Un aspect essentiel de cette commémoration et qui est certainement étroitement liée à la présence de spécialistes sur le devant de la scène est dû à l'insistance de faire la part des choses entre 1968 et le 2 octobre. Il semble logique qu'au Mexique 1968 soit associé à la violence d'État : en vivant un temps où les victimes sont au cœur de l'expérience (Eliacheff, Soulez Larivière 2007), les mémoires tendent à privilégier la souffrance. Cependant, les spécialistes cherchent à prendre leurs distances de la cristallisation de la mémoire. C'est pour cela qu'en 2008 les historiens ont mis le doigt dans la plaie et ont appelé à ne pas mettre le 2 octobre au cœur des commémorations et du souvenir. Grâce à cela, 2008 a servi de catalyseur pour discuter des aspects de 68 qui n'avaient pas été abordés en public auparavant : la violence exercée par les étudiants pendant le conflit, le succès ou l'échec du mouvement, l'aspect festif de 68.

L'"ère du témoignage" (Wieviorka 1998) et le "tournant subjectif" (Dosse 1997) ont produit un impact sur l'espace public et académique. Il est possible de s'en apercevoir en observant les formes narratives dominantes que le mouvement étudiant de 1968 a acquises quarante ans plus tard. Avoir fait partie de la génération de 68 et avoir été présent à Tlatelolco était un signe distinctif, tout particulièrement chez la gauche. C'est pour cela qu'un grand nombre de personnes se sont autodésignées " survivants du 2 octobre " : d'où les t-shirts noirs distribués comportant l'inscription à l'avant " J'ai survécu au génocide de Tlatelolco. 2 octobre 1968 ", que l'on a pu voir dans de nombreux espaces consacrés à la commémoration.

Il n'est pas difficile de vouloir affirmer que l'on a participé à un mouvement social dont la santé et la reconnaissance nationale est au beau fixe. Les exemples en 2008 sur ce besoin d'afficher sa présence

aux événements de 68 sont trop nombreux pour être tous rapportés. Il est cependant possible d'identifier trois types de présence, soit en tant qu'acteur, soit en tant que survivant, soit en tant qu'héritier. Ce qui est important c'est l'utilisation dans les trois cas de la première personne du singulier : " j'y étais ", " j'ai vécu ", " j'ai vu ". À titre d'exemple, dans l'émission de radio " Voz alta " de l'UNAM, on a pu entendre des survivants qui, paradoxalement, n'avaient pas été présents à Tlatelolco : " Mon nom est Jesús Colín Miranda, moi aussi je suis survivant du 2 octobre 1968. Je n'étais pas présent ici sur la place des Trois Cultures, je suis arrivé après les tirs, vers 19 heures " (Radio UNAM, Voz alta : 30 septembre, 1:30: 27). Autrement dit, même si l'on n'avait pas été présent à Tlatelolco, il était possible d'être survivant du 2 octobre.

Le dernier aspect de 2008 qu'il est intéressant de mentionner concerne la justice. En 1998, le Comité 68² avait intenté des poursuites contre l'ex-Secrétaire du Gouvernement du Mexique en 1968, Luis Echeverría Álvarez, le tenant responsable des faits survenus le 2 octobre. Les poursuites ont été reprises par le Parquet spécialement affecté aux mouvements sociaux et politiques du passé (FEMOSPP pour son sigle en espagnol), créé en 2001 par le gouvernement de Vicente Fox. En 2006, la mission du Parquet a pris fin, mais ce n'est qu'en 2009 que la Cour Suprême de Justice du Mexique a statué que le 2 octobre un génocide avait été commis, mais qu'Echeverría n'était pas coupable. C'est pour cela que pour beaucoup de personnes intéressées par le mouvement étudiant en 2008, la question du procès d'Echeverría était au cœur de toutes les polémiques. Et, en fin de compte, la mémoire ne peut jamais être tenue à l'écart des revendications et des motivations appartenant au présent.

Si l'on s'essaie à la synthèse, la croissance, la diversité des sens et du lien avec le présent sont les éléments affichés lors des commémorations par décennie du 68 mexicain. C'est sous le prisme de chaque présent et de chaque acteur politique que le passé a été lu. Néanmoins, au fil des ans, la taille des commémorations s'est accrue à l'instar de la participation à ces commémorations des acteurs de gauche et de droite.

5. Le temps modifié. Futurs-présents qui l'emportent sur le passé, 2018

Le 17 août 1968, un journaliste demandait à Pablo Gómez, représentant du CNH : "Quelle sera l'attitude du peuple sur le mouvement étudiant ?", ce à quoi le jeune étudiant répondit : "L'Histoire se chargera de répondre à votre question" (Gómez 2008). À cinquante ans du 68 mexicain, l'Histoire a répondu à cette question : le mouvement étudiant est devenu l'un des événements les plus importants pour les mémoires de la nation (Allier Montaño 2021 ; 2016). Dans un sondage effectué en août 2007, à la question "Pourriez-vous m'indiquer la date à laquelle ces événements ont eu lieu ?", la date marquant le début de l'Indépendance a été la réponse la mieux répondue (49 %), suivie par le début de la Révolution mexicaine (39,8 %), puis par la tuerie de Tlatelolco (36,2 %) (Consulta Mitofsky 2007), mettant ainsi en évidence la place prépondérante de l'événement dans la conscience historique des personnes interrogées.

Quelle importance accorder à 2018 en ce qui concerne la mémoire du mouvement au Mexique ? Qui, comment et en faisant appel à quels moyens et outils l'année 1968 a-t-elle été remémorée ? Cette année-là, partout dans le pays, plus de 50 colloques, séminaires et ateliers se sont tenus ; plus de 80 livres, revues spécialisées et magazines politiques et culturels ont été publiés ; plus de 20 performances artistiques ont été représentées ; près de 10 documentaires et docu-fictions ont été projetés ; le public a pu assister à une multitude d'événements artistiques ; et, enfin, des marches de commémoration ont été organisées à Mexico et dans 13 États du Mexique le 2 octobre. De plus, cette commémoration s'est déroulée dans un contexte de changement politique important : un moment de rupture, avec l'arrivée au pouvoir du gauchiste Andrés Manuel López Obrador, élu à la présidence du Mexique.

Comme nous l'avons vu, à partir de 1998, un consensus politico-social croissant peut être observé dans le pays concernant la place qu'occupe le mouvement étudiant dans l'histoire nationale récente : cette date peut être considérée comme une "date charnière" de la lutte pour la démocratie (Allier Montaño 2021). De plus, ces dix dernières années, le mouvement étudiant est en phase d'institutionnalisation : il fait désormais partie de l'histoire officielle

du pays et est reconnu en tant que référent historique pour la deuxième moitié du XXe siècle. En 2002, ces événements ont fait leur entrée dans les livres scolaires du primaire, imprimés et distribués dans le cadre du programme Livres scolaires gratuits par le gouvernement sur tout le territoire ; en 2007, l'UNAM a inauguré le musée "Memorial del 68" sur la place des Trois Cultures ; en 2008, l'article 18 de la Loi sur les Armes, le Drapeau et les Hymnes nationaux a été modifiée, afin d'établir la date du 2 octobre au titre de "date solennelle nationale", avec pour intitulé "Anniversaire des victimes de la lutte pour la démocratie de la place des Trois Cultures de Tlatelolco, en 1968" : dès lors, le drapeau national doit être mis en berne dans tous les bâtiments officiels du pays tous les 2 octobre (Allier Montaño 2021 ; 2016).

Or, lorsque l'on s'attache à ce qui a eu lieu en 2018, il est intéressant de se demander si nous arrivons à un stade de saturation de la mémoire revendicative de 68, en quelque sorte, l'aboutissement de l'unanimité commencée en 1988. Ce qui comprend une tendance à sa "marchandisation", qui s'observe aussi globalement. Il existe, de toutes façons, un moment mémoriel, propice à la "naturalisation" du mouvement étudiant : pas seulement son utilisation comme événement charnière de la lutte pour la démocratie, mais en tant qu'acceptation de la violence d'État. Passons brièvement en revue quelques épisodes politiques et sociaux qui ont eu lieu en 2018 en lien avec 68.

En mai 2018, la Commission spéciale de prise en charge des victimes (CEAV pour son sigle en espagnol)³ a statué que le 2 octobre un crime d'État avait bien été commis et que les victimes auraient droit à des réparations symboliques et matérielles. La réparation symbolique a pris la forme d'une aide économique au Centre Culturel Universitaire - Tlatelolco de l'UNAM pour y recevoir une grande collection de documents, d'entretiens, de photographies et de vidéos du mouvement étudiant, et pour l'installation artistique "Intervención Tlatelolco 68-18" (CEAV 2018).

Dans la foulée de la commémoration, le gouvernement de gauche de la Ville de Mexico a décidé du retrait du métro des plaques mentionnant Gustavo Díaz Ordaz. Les plaques, la nomenclature, sont des marques sur le corps de la ville. Elles indiquent les principaux faits marquants qu'une société décide de récupérer de son histoire pour construire une identité partagée. L'identité, en tant qu'histoire commune

d'une société s'inscrit dans un mouvement continu, elle n'est jamais statique. Les éloges du passé deviennent les interrogations du présent. Díaz Ordaz a décidé d'ignorer un mouvement qui exigeait de lui qu'il respecte la Constitution et les garanties individuelles, et a décidé de le réprimer, en essayant de faire croire que c'étaient les étudiants qui avaient agressé les militaires. Pendant cinquante ans et en ayant recours à des moyens divers, la vérité s'est frayé un chemin vers la lumière, et de nos jours, peu croient encore à la version du gouvernement de Díaz Ordaz.

En 2018, le chef du gouvernement de la Ville de Mexico, José Ramón Amieva Gálvez, a décidé que le nom même de Díaz Ordaz pouvait heurter les usagers du métro. Il ne s'agissait pas de plaques célébrant le gouvernement passé, elles n'étaient là que pour indiquer que l'ancien président avait décidé de la construction du métro. Amieva a décidé d'arracher hors les murs de la ville le nom de l'opresseur. Les plaques ont cédé leur place à des cicatrices sur les murs de la ville, en attendant l'arrivée de nouvelles plaques et de nouveaux noms qui, peut-être, porteront les traces des blessures souffertes. D'autres plaques, cependant, brilleront d'un autre éclat, car c'est en lettres d'or que, dès le 2 octobre, la Chambre des députés célèbrera les étudiants.

En effet, fin septembre 2018, une initiative a été présentée visant à inscrire en lettres d'or sur les murs du Palais législatif de San Lázaro la phrase "Au mouvement étudiant de 1968". Il s'agissait d'une proposition que des députés appartenant à différents partis de gauche avaient porté à l'attention de la Chambre depuis 1997 pour commémorer et faire acte de reconnaissance des étudiants de 1968, mais sans succès jusque-là (Allier Montaño 2016). Trois propositions ont été formulées lors du cinquantième anniversaire. Celle qui a finalement été retenue est le projet de décret du 1er août 2018 qui officialise l'ajout de l'inscription, à l'initiative du député Juan Romero Tenorio, en son nom et celui des députés du groupe parlementaire du parti Morena.

Le vote a eu lieu le 19 septembre et les résultats ont été impressionnants : 453 ont voté pour, aucun député ne s'est abstenu et aucun n'a voté contre (*El Universal*, 20 septembre 2018). Un vote à l'unanimité pour que le mouvement soit inscrit en lettres d'or dans l'histoire officielle du pays. L'inscription a été

dévoilée lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 2 octobre à laquelle les recteurs de l'Institut Polytechnique National (IPN) et l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) ont été conviés, ainsi que Félix Hernández Gamundi, représentant du Comité 68 (*El Universal*, 2 octobre 2018).

En outre, l'IPN a déclaré le 2 octobre jour férié dédié à la commémoration des 50 ans du "Massacre de Tlatelolco". Et en hommage aux morts, les drapeaux ont été mis en berne dans tous leurs campus (*La Jornada*, 28 septembre 2018). D'autre part, le rectorat de l'UNAM a éteint les lumières la nuit du 1er octobre pour projeter une image couvrant l'ensemble du bâtiment portant l'inscription "68 PLUS JAMAIS" ("68 Nunca Más") associé à une image des Jeux Olympiques traversée d'une baïonnette. Le lendemain, la façade du bâtiment du rectorat affichait un drapeau noir, symbole de deuil (*Reforma*, 1er octobre 2018).

2018 a été un moment particulier qui a permis de dresser le bilan des significations attribuées au mouvement étudiant tout au long de ces cinquante dernières années. Après avoir été bafoué par le gouvernement, le mouvement a été porté aux nues, élevé au rang des événements les plus importants de l'histoire nationale récente. Associé à la lutte pour la démocratie en tant que processus, la date la plus marquante reste le 2 octobre parce que son dénouement a été tragique. Cinquante ans plus tard, le gouvernement, par le biais de la CEAV, a reconnu que l'opération montée sur la place de Tlatelolco avait constitué un crime d'État, et qu'il fallait demander pardon aux victimes et leur offrir des réparations symboliques et matérielles. L'année 2018 a-t-elle été la dernière étape nécessaire à l'obtention de la justice et de la vérité que le Mexique attendait ?

La justice n'est pas encore faite, mais en 2018 le mouvement étudiant de 1968 a connu un triomphe symbolique sur le gouvernement et les militaires : après avoir été dénigré et écrasé militairement en 1968, cinquante ans plus tard, dans le futur qui se conjugue au présent, ce mouvement a triomphé de manière symbolique dans l'espace public et dans les lieux de mémoire.

6. En conclusion

Au Mexique et en France, 68 est devenue un mythe

(Allier Montaño 2016 ; Pavard 2018). Dans beaucoup des pays, l'événement a été réduit à quelques instantanés : le Quartier latin et certaines personnalités issues du monde étudiant en France (Pavard 2018), le 2 octobre et la démocratie au Mexique (Allier Montaño 2016), les droits civiques, la révolution culturelle et la guerre du Vietnam en Amérique (Marwick 1998). En France, on accorde davantage d'importance au mouvement étudiant qu'au mouvement ouvrier, de même qu'au Mexique on s'est davantage attaché à la répression qu'à la mobilisation (Allier Montaño 2021 ; Pavard 2018). Mais alors qu'en France, Mai 68 polarise la droite et la gauche, au Mexique ces deux tendances politiques s'accordent à reconnaître en 1968 le début de la lutte pour la démocratie. Alors qu'au Mexique, 68 fait l'objet d'éloges, en France les événements sont dénigrés par différents secteurs. Mais il s'agit dans les deux cas de faits majeurs, parmi les plus marquants de la seconde moitié du XXe siècle.

Nous ne disposons pas de machine à remonter le temps qui nous rende ce 1968, émaillé de gloire ou d'humiliation. Ce temps du présent ne nous laisse que la re-présentation de cette époque, une deuxième représentation, selon Ricœur (2000), qui nous met face à la nostalgie de ce qui est perdu. Si le temps est irréversible, la mémoire peut aller dans les deux sens, aller et retour, par opposition avec "le vécu effectif" qui ne revient jamais : la forme sous laquelle l'être refait surface dans le souvenir est une présence-absence. Il s'agit d'une disponibilité de l'image et une indisponibilité de l'événement d'origine. Par conséquent, l'irréversibilité est associée au constat de l'impossible et de la nostalgie (Salazar Ferrer 1996). Les glorieuses années 60 sont nostalgie pure, positive ou négative, mais nostalgie.

Les souvenirs, les projets, l'histoire sont racontés sous diverses formes du dire et du parler. Il s'agit d'activités qui nous permettent de nous identifier et de nous construire dans le tissu du temps (Ricœur 1985). Finalement, le temps est appris tant par l'expérience vécue que par l'intelligence, c'est pour cela que nous sont présentées simultanément des réalités différentes et paradoxales (Salazar Ferrer 1996).

Les différentes parties du temps, le présent, le passé et le futur, sont en mouvement continu et ils passent, en apparence, de l'existence à la non-existence. Cela semble évident lorsque l'on aborde un événement historique tel que le 68 mexicain : à l'ori-

gine il s'agissait d'un présent vécu, avec le temps il est devenu un passé susceptible d'être connu, à travers ses mémoires successives, il a été ramené à de nouveaux présents politiques qui en ont fait leur propre lecture. Par le passé, l'échec a été militaire mais le futur de son temps présent lui a assuré un triomphe symbolique.

Notes

* Cet article a été écrit pour le Séminaire *Les expériences du temps* (Institut d'Histoire du Temps Présent, IHTP). Je tiens à remercier François Dosse, Frédérique Langue et Michelle Zancarini-Fournel pour leurs suggestions et commentaires dans le cadre du séminaire. Le texte est aussi le fruit de mon double séjour sabbatique à l'IHTP (France, 2022) et au Centre d'études et des recherches internationales (CERIUM, Université de Montréal, 2023). J'ai ainsi pu en discuter tant avec mes collègues de l'IHTP qu'avec mes collègues du CERIUM, Patricia Martin, Jorge Pantaleón et Kathryn Furlong, que je remercie pour leurs commentaires précis et pertinents. En fin, je remercie Martari Pierre et Laura Ferro pour ses lectures critiques.

Le séjour sabbatique en France et au Canada a été rendu possible grâce à une bourse de la DGAPA (Dirección General de Asuntos del Personal Académico) de l'Universidad Nacional Autónoma de México, institution à laquelle je remercie.

¹ Pendant de nombreuses années, le gouvernement a soutenu que les archives ne pouvaient pas être ouvertes avant trente ans. Avec la création en 2001 du Procureur Spécial pour les Mouvements Sociaux et Politiques du Passé, on avait accès à une abondante documentation des Archives Générales de la Nation, jusqu'alors classées.

² Le Comité 68 pour les libertés démocratiques est formellement une organisation non gouvernementale fondée par des étudiants et anciens membres du CNH dans le but de lutter pour réparer les dommages causés aux proches des victimes ou des personnes ayant subi des violences d'État. Bien qu'il ait été formellement formé pour engager le procès contre Echeverría en 1998, depuis les années 1970, il y avait un proto-comité qui changeait de nom chaque année (Comité 68-1978, Comité 68-1988). Il est actuellement chargé d'organiser les manifestations et les commémorations du 2 octobre (Allier Montaño 2021).

³ Créé par le gouvernement national pour faire face à la violence généralisée de ces dernières années dans le pays et dans le but de venir en aide aux victimes : <https://www.gob.mx/ceav>.

Bibliographie

- AGUAYO S. (1998), *1968: Los archivos de la violencia*, Grijalbo-Reforma, México.
- ÁLVAREZ GARÍN R. (1998), *La estela de Tlatelolco. Una reconstrucción histórica del Movimiento estudiantil del 68*, Grijalbo, México.
- ALLIER MONTAÑO E. (2016), "Memory and History of Mexico '68", in *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 102, October, pp. 7-25.
- ID. (2021), *68, el movimiento que triunfó en el futuro. Historias, memorias y presente*. México: Instituto de Investigaciones Sociales de la Universidad Nacional Autónoma de México / Bonilla Editores / Coordinación de Humanidades-UNAM.
- ALLIER MONTAÑO E., CRENZEL E. (eds.) (2015), *The Struggle for Memory in Latin America: Recent History and Political Violence*, Palgrave Macmillan, New York.
- ARTIERES Ph., ZANCARINI-FOURNEL M. (coords.) (2008), *68 Une histoire collective (1962-1981)*, La Découverte, Paris.
- BLOCH M. (1997), *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Armand Colin, Paris.
- CANDA J. (1998), *Mémoire et identité*, PUF, Paris.
- CASTILLO TRONCOSO A. del (2012), *Ensayo sobre el movimiento estudiantil de 1968. La fotografía y la construcción de un imaginario*, Instituto Mora, México.
- CAREY E. (2005), *Plaza of Sacrifices: Gender, Power, and Terror in 1968 Mexico*, University of New Mexico Press, Albuquerque.
- CARPENTER V. (2018), *The Tlatelolco Massacre, Mexico 1968 and the Emotional Triangle of Anger, Grief and Shame: Discourses of Truth(s)*, University of Wales Press, Cardiff.
- Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas (CEAV) (2018), "Expediente CEAV-CIE-171-2018", <https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/393074/CEAV-CIE-171-2018-ilovepdf-compressed.pdf> [Consulté le 10 Juillet 2023].
- CONSULTA MITOFSKY (2007), Encuesta telefónica, "Conocimientos históricos": http://www.consulta.com.mx/interiores/12_mex_por_consulta/mxc_conocimientoshistoricos07.html [Consulté en Octobre 2008].
- DOSSE F. (1989), "Mai 68. Les effets de l'histoire sur l'Histoire", en *Politix*, 6, pp. 47-52.
- DRAPER S. (2018), *1968 Mexico: Constellations of Freedom and Democracy*, Duke University Press, Durham.
- DREYFUS-ARMAND G., FRANK R., LEVY M.-F., ZANCARINI-FOURNEL M. (dir.) (2000), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, IHTP-CNRS/Complexe, Paris-Bruxelles.
- EJÉRCITO ZAPATISTA DE LIBERACIÓN NACIONAL (1998), "Comunicado (en los 30 años del movimiento del 68)", en *La Guirnalda Polar. La revista electrónica de cultura Latinoamericana en Canadá*, <http://lgpolar.com/page/read/548.pdf>
- ELIACHEFF C., SOULEZ LARIVIERE D. (2007), *Le temps des victimes*, Albin Michel, Paris.
- FRAZIER L.J., COHEN D. (1993), "No sólo cocinábamos. Historia inédita de la otra mitad del '68", dans *SEMO I. et alii, La transición interrumpida, México 1968-1988*, Nueva Imagen, México, pp. 75-105.
- GÓMEZ P. (2008), *1968. La historia también está hecha de derrotas*, Miguel Ángel Porrúa, México.
- HARTOG F. (2003), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Seuil, Paris.
- HARTOG F., REVEL J. (eds.) (2001), *Les usages politiques du passé*, Editions de l'EHESS, Paris.
- INTERNATIONAL OLYMPIC COMMITTEE (1967), *The Olympic Games: Rules and Regulations*, International Olympic Committee, Lausanne.
- KLIMKE M., SCHARLOTH J. (2008), *1968 in Europe: A History of Protest and Activism, 1956-1977*, Palgrave Macmillan, New York.
- LEMPERIERE A. (2008), "Le 'mouvement estudiantin' à México

- (26 juillet – 2 octobre 1968)”, dans ARTIERES Ph., ZANCARINI-FOURNEL M. (coord.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, La Découverte, Paris, pp. 291-298.
- LÓPEZ PORTILLO J. (1988), *Mis tiempos. Biografía y testimonio político*, Fernández Editores, México.
- MARWICK A. (1998), *The Sixties: Cultural Revolution in Britain, France, Italy and the United States*, Oxford University Press, Oxford.
- MONTEMAYOR C. (2000), *Rehacer la historia. Análisis de los nuevos documentos del 2 de octubre de 1968 en Tlatelolco*, Planeta, México.
- MUSOTTI S. (2015), *Análisis del movimiento del 68 mexicano y de la matanza del 2 de octubre en el contexto de la Guerra Fría en Latinoamérica, Tesis de doctorado en ciencias jurídicas y políticas*, Universidad Pablo de Olavide.
- NORA P. (1998), “L’ère de la commémoration”, dans Pierre Nora (coord.), *Les lieux de mémoire, T.3, Les France*, 2 éd., Gallimard, Paris, pp. 4687-4718.
- PAVARD B. (2018), *Mai 68*, Presses Universitaires de France, Paris.
- PENSADO J. (2013), *Rebel Mexico: Student on Rest and Authoritarian Political Culture During the Long Sixties*, Stanford University Press, Stanford.
- RAMÍREZ R. (1969), *El movimiento estudiantil de México, julio-diciembre de 1968*, vol. 2, Era, México.
- RICÉUR P. (1985), *Temps et Récit*, Seuil, Paris.
- RICÉUR P. (2000), *La mémoire, l’histoire, l’oubli*, Seuil, Paris.
- RIOUX J.-. (1989), “À propos des célébrations décennales de mai français”, en *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 23 (juillet-septembre), pp. 49-58.
- RODRIGUEZ KURI A. (2020), *Museo del universo. Los Juegos Olímpicos y el movimiento estudiantil de 1968*, Colegio de México, México.
- ROJO J. (2016), *Revisiting the Mexican Student Movement of 1968: Shifting Perspectives in Literature and Culture since Tlatelolco*, Palgrave, New York.
- ROSS K. (2008), *Mayo del 68 y sus vidas posteriores. Ensayo contra la despolitización de la memoria*, Ediciones Acquarela, Madrid.
- SALAZAR FERRER O. (1996), *Le temps, la perception, l’espace, la mémoire*, Ellipses, Paris.
- VICENTE OVALLE C. (2019), *[Tiempo Suspendido]. Una historia de la desaparición forzada en México, 1940-1980*, Bonilla Artigas Editores, México.
- WALKER L. (2014), *Waking from the Dream: Mexico’s Middle Classes after 1968*, Stanford University Press, Stanford.
- WATERS S. (2008), “Introduction: 1968 in Memory and Place”, in Cornils I., Waters S. (eds.), *Memories of 1968. International Perspectives*, Peter Lang, Bern, pp. 1-21.
- WIEVIORKA A. (1998), *L’ère du témoin*, Plon, Paris.
- WITHERSPOON K.B. (2008), *Before the Eyes of the World: Mexico and the 1968 Olympic Games*, Northern Illinois University Press, DeKalb.
- ZOLOV E. (1999.), *Refried Elvis: The Rise of the Mexican Counterculture*, University of California Press, Berkeley.